

La solidarité internationaliste des périphéries africaines et latino-américaines: renaissance de la Tricontinentale et riposte par l'autocentrage et l'autonomie collective contre le suprainpérialisme .(plaidoyer de l'appel de Bamako)

Aziz Salmone Fall

Discours au Colloque International

«Oser Inventer/Atraverse a inventar»

Universidad de la Ciudad de México, Plantel Del Valle-

Mexico, 25 Octobre 2007

À la mémoire de Ben Barka organisateur de la Tricontinentale enlevé et assassiné en France

Merci de m'avoir invité, je suis désolé de m'adresser à vous en français et tacherai de faire mieux pour mon allocution de demain en espagnol. Je me réjouis, après cette tournée africaine et européenne consacrée à l'affaire Sankara, de me retrouver enfin ici à Mexico, creuset de civilisations et terre de révolutions. Je vous apporte les salutations fraternelles des membres de nos sections du GRILA. Je demanderai votre indulgence, car drapé dans mon discours de promoteur d'une nouvelle tricontinentale, je sais combien vous êtes en avance sur nos vues. C'est que l'Amérique Latine est, par endroits, de nouveau devenue, en ce début de siècle, un laboratoire d'expériences sociales qui nous inspirent et nous permettent en Afrique de garder espoir en l'avenir. Je souhaite aujourd'hui d'abord revenir sur la situation dans laquelle la mondialisation néo-libérale ses leurres et ses lueurs nous confine. Ensuite insister sur quelques acquis que la coopération sud-sud ont permis pour humaniser notre système monde. Et enfin faire ressortir quelques pistes alternatives communes à partir des impératifs qui se posent principalement pour l'Afrique. Sur toutes ces questions on ne réinvente pas la roue, mais on la perfectionne. Il n'y a pas forcément de chemins. Le chemin se fait en marchant ce qui n'empêche pas de réemprunter des traverses, tantôt sinueuses mais fécondes, ou d'en éviter d'autres inutiles et sans issues. Des expériences de nos aînés sont les racines de stratégies qui ne sont pas tombées forcément en désuétude, et dont il importe souvent de s'inspirer afin de mieux rebondir. Il s'agit entre autres des expériences des mouvements de libération nationaux, certaines des aspirations encore valides de la tricontinentale et du non alignement, mais aussi certaines récentes conclusions issues des forums sociaux mondiaux comme la déclaration de Bamako. Nul ne peut prédire l'issue des luttes, et le futur proche résultera des bouleversements dans les rapports de forces socio-politiques, économique culturels, entre genres et entre générations. Il s'agit entre-temps de consolider les acquis, d'élargir le champ d'une réponse sociale humaniste progressiste et si possible socialiste contre le modèle unilatéral du marché et son apartheid mondial. Or les exigences d'un tel avènement passent pas la concrétisation, à l'échelle des formations sociales, de réformes sociales majeures, voire des projets de société viables. Ceci ne me semble pas possible en dehors d'un effort de désengagement sélectif et d'autocentrage et surtout de soutien réciproque par l'intégration collective de ceux qui optent pour une telle alternative. L'option de forces nationales populaires et démocratiques (Etats et peuples) contre la logique de

compradorisation semble être la seule capable de structurer, en concertation et cohésion, une riposte pour la défense d'un tel projet, voire l'avènement d'un autre monde. Telle est pour moi l'alternative, et vous comprendrez que dans toutes mes communications, j'insiste et plaide pour une renaissance de la tricontinentale.

Faisant écho à d'autres éminentes voix, je propose de partir de l'appel de Bamako 2006 (en Annexe). Il s'agit d'une utopie réalisable et à notre portée. La vitalité pour les peuples de relever de tels défis existent. Ici même, souvenez vous encore comment après les tremblements de terre du 19 et 20 septembre 1985, le peuple a su s'auto-organiser malgré l'inertie du gouvernement de Miguel de la Madrid. Souvenez vous comment l'université nationale autonome de Mexico a fait naître des brigades qui ont oeuvré des mois durant. Les sinistrés et autres victimes se sont réorganisés pour la reconstruction et tout cela a dû beaucoup profiter à l'avènement de Cuauhtemoc Cardenas et du PRD; à l'implosion du PRI; à la réorganisation citoyenne et populaire qui permit d'élire de façon démocratique le premier gouvernement de la ville...

«Ancêtres de l'avenir»

Pour que l'Afrique et l'Amérique latine et centrale cheminent mieux ensemble elles doivent comprendre leur passé, apprécier ce qu'elles ont ensemble réalisé et ensuite envisager leur futur commun.

Leur passé commun s'étale peut être même sur des millénaires si l'hypothèse de la connaissance de civilisation antiques pharaoniques et précolombienne est avérée. Sur des centaines d'années si on compte les rapports en 1311 entre l'Empire du Mali d'Abubakri II et les civilisations du Quetzalcoatl; et qu'on contemple l'archéologie négro-africaine chez les Ohlmecs. Et un passé plus douloureux avec la traite négrière et ses divers impacts, mais aussi ses bouleversements héroïques comme avec Yanga. Qui se souvient de cet esclave rebelle qui devint chef et qui harcela tant les espagnols qu'ils lui proposèrent la trêve. C'est ce qui permit l'avènement de Vera Cruz, la première ville noire libre en Amérique en 1609.

L'identité des stratégies de luttes politiques contemporaines africaines et latino-américaines renvoie aux aspirations des ères de la décolonisation. L'Amérique latine moins affectée que l'Asie et l'Afrique a moins contribué au projet de *Bandoeng*. La déclaration de *Bandoeng* est un précurseur majeur des critères qui fondent le discours des catégories des relations internationales contemporaines. A partir de ce moule historique de *Bandoeng*, et servi par une inclinaison favorable de l'ordre mondial pour l'État providence, autant dans les idéologies de droite que de gauche, le développement devient le cheval de Troie de l'édification de l'État nation. Le développement est-il une ruse de l'histoire pour occidentaliser le monde? Est-il plus cyniquement, un paradoxal moyen de reproduction sociale qui requiert prédation écologique et sociale, pour assurer une production de biens et services toujours exponentielle aux fins de l'accumulation de classe ou d'État? Les jeunes États de la périphérie n'ont jamais eu le loisir de trancher ce dilemme existentiel et idéologique, devant l'engouement et l'urgence de se doter en infrastructures et ainsi combler leur retard prétendu. Le mouvement des non alignés verra beaucoup de ses membres, et parfois lui-même, jouer le chantage de basculer d'un bord ou de l'autre des blocs bi-polaires. Mais plus il va se massifier, plus les revendications tendront à s'agglomérer dans les institutions multilatérales où ses préoccupations ont enfin été posées. Depuis qu'ils ont pu imposer la création de la CNUCED, en 1964, les non-alignés sont conscients d'un certain pouvoir. Bien des mouvements de libération du monde leur doivent la reconnaissance dans les instances multilatérales. On lui doit aussi les pressions de l'anti-impérialisme, de l'anti-racisme, de l'anti-apartheid, pour les droits des peuples et de disposer de leurs ressources naturelles; pour le droit au développement et un autre ordre économique etc. Ce dernier fortement réclamé par la CEPAL a ouvert un espace pour l'autocentrage qui reste à notre sens pertinent

malgré les errements et les tentatives équivoques de substitutions aux importations. On ne peut passer sous silence des rejets de la tricontinentales comme l'OSPAAAL (organisation de solidarité avec les peuples d'Asie, Afrique et d'Amérique latine) et l'OLAS l'organisation latino américaine de solidarité, morts des pratiques volontaristes et de fissures idéologiques, peu après l'assassinat du Ché. Depuis, les sommets successifs des non-alignés seront autant d'occasions de revendiquer que de façonner un autre ordre international. Car le fonds du problème, on ne s'en rend compte peut être pas immédiatement à l'époque, n'est pas le dilemme politique Est /Ouest (au sommet de Belgrade de 1961 l'URSS n'est plus invitée), ni la coexistence Sud /Sud,(minée pourtant par les crises entre URSS et Chine, Inde/Pakistan, Chine/ Inde, Malaisie/ Indonésie, les zizanies du Proche-orient, la sécession biafraise, Soudan /Ethiopie, Algérie/ Maroc....) mais bien la persistance du fossé Nord-Sud. L'ordre international disperse, dans le prétendu Tiers monde, les itinéraires des formations sociales, selon que l'on dispose de certains atouts pour être intégré favorablement dans le marché mondial. Ceci permet l'avènement de semi-périphéries pour les uns, de réelles périphéries pour d'autres alors que bien des formations sociales sont marginalisées et reléguées en réserve. Il n'est donc pas surprenant que les préoccupations du mouvement des non-alignés se focalisent encore sur le dialogue Nord Sud. Cela demeure d'ailleurs, un monologue du Sud.

Vous savez hélas, que la tentative d'un front tricontinental anti-impérialiste échoua en 1966 à la *Havane*. Je ne fais pas ici un plaidoyer nostalgique. Mais il faut réactiver cette entité, et susciter un ralliement dans le respect des diversités. Ce n'est pas que le Sud, mais l'humanité qui en a besoin. Il ne faut pas sous-estimer l'œuvre collective qui a pu se substituer à la tricontinentale et accompli un impressionnant travail. En effet, graduellement le mouvement des non-alignés est cependant parvenu, par ses pressions, votes collectifs et résolutions, à faire émerger une seconde et une troisième génération des droits de l'homme. À défaut d'avoir participé à rédiger la première déclaration des droits de l'homme et à y insérer leurs équivalents homéomorphes, c'est déjà une victoire pour les jeunes pays. En 1969, l'assemblée générale de l'ONU adopte la résolution 2542 « *Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social* ». Elle élargit le domaine de la sphère économique à d'autres pans du social notamment en terme de droits de l'homme et de justice sociale. Dans les faits, la plupart de ces nouveaux droits et conventions ne sont pas assortis de devoirs et restent lettre morte. La conférence de Lusaka en 1970 introduit, en plus des habituelles questions politiques, des impératifs économiques de façon plus revendicative. « *Stratégie pour la Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement* » - Résolution 2626 de 1970- traduit amplement les aspirations du mouvement. Dès 1973-74, l'échec pour obtenir un NOEI (nouvel ordre économique international) et un NOMIC (Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication), sonne le réveil du rêve petit bourgeois de *Bandoeng*. Les demandes, relayées par le groupe des 77, étaient pourtant compatibles avec une intégration dans l'économie mondiale. Elles réclamaient entre autres, une intégration dans le marché mondial, mais avec des règles du jeu plus harmonieuses; la stabilisation des prix des matières premières; des codes de conduites pour les firmes multinationales; la levée des restrictions commerciales; une correction des termes de l'échange inégal; tenir la promesse des 0,7% à la coopération internationale non conditionnée; et le renforcement du pouvoir des pays non alignés au sein des institutions onusiennes. Pour l'essentiel ces revendications demeurent légitimes et non respectées.

Érosion du non-alignement jusqu'à l'ère du supra impérialisme

L'échec de mettre en œuvre les mesures du NOEI, et qui reviennent encore comme des *leitmotiv*, a contribué à dévoiler et à amplifier l'émiettement du front «tiers mondiste». Ces rencontres se sont alors muées en kermesse institutionnalisée, un peu désabusée par l'impuissance à

transformer efficacement l'ordre mondial. Dans cet émiettement, deux groupes pour l'instant parviennent à se faire respecter moindrement par les tenants de l'ordre mondial. D'abord la périphérie utile, une quinzaine de pays émergents, subalternes et industrialisant pour la mondialisation. S'y démarque un premier groupe des pays capitalistes de l'Asie de l'Est (Taiwan, Corée du Sud, Hong Kong et Singapour) et du Sud-Est (Malaisie, Thaïlande). A l'instar de la Chine, ils ont maintenu un fort taux de croissance, mais s'en sont différenciés par d'autres stratégies de plein emploi et de formation professionnelle, d'interventionnisme étatique; d'épargne et d'investissement, de dynamisme entrepreneurial alliant culture famille et capital; d'intégration régionale et d'importantes sollicitudes extérieures. Depuis la crise économique qui les a frappé en 1997, de nouveaux problèmes sociaux y ont fait surface. Mais récemment le sommet de Bichkek est venu rappeler que bien des pays de la périphérie ne se laisseront pas dicter une stratégie militariste unilatérale du mégaloensemble. Ce front commun qui s'est ouvert, comme d'ailleurs celui des pays de la mer caspienne sont autant de signes encourageants vers le polycentrisme et le refus du redéploiement d'une doctrine *Monroe* sous parapluie de l'OTAN à l'échelle planétaire.

Dans cette périphérie utile viennent ensuite des pays comme l'Inde et quelques exceptions latino-américaines (Brésil - 8^{ème} économie mondiale-, votre pays le Mexique) qui ont pu se doter d'un tissu industriel et qui sous-contractent des portions de biens et services du marché mondial. Le G20 défend principalement la place des pays émergents dans la mondialisation. Viennent enfin les formations sociales, toujours captives de la division internationale du travail qui, malgré son évolution, les cantonne dans un rôle de fournisseurs de matières premières. Il s'agit de l'essentiel des pays arabes et d'Afrique et certains d'Amérique latine. Malgré parfois quelques unités industrielles compétitives, ils ne parviennent pas à influencer la marche économique du monde et en subissent pratiquement passivement davantage les contrecoups, y compris même lorsqu'ils sont producteurs de pétrole. Beaucoup de ces pays ont perdu jusqu' à leur statut déjà peu enviable de périphéries. Illustrations de la dévastation de l'expansion capitaliste, ils sont devenus des zones excentrées et /ou des mis en réserve. De plus en plus enclins à négocier une cooptation *compradore*, ils sont laissés en pâture à l'instrumentalisation du désordre de firmes secondaires et de pouvoirs politiques prébendiers excellent dans le maquillage démocratique. Pour eux on a réchauffé les besoins essentiels de *Perroux*, soit les objectifs de développement du millénaire. Ils ont peu de chance d'être atteints d'ici 2015. Les trois décennies de développement décrétées par l'ONU n'ont-ils pas été globalement des échecs, malgré des avancées spectaculaires dans plusieurs domaines. Rappelons brièvement quelques traits saillants si utiles pour notre ère.

Après une première décennie qui était consacrée au développement, on entame la seconde décennie avec autant espoir et que de manque de vigilance. Mais le développement sous perfusion par des prêts concessionnels est vite abandonné, lorsqu'on passe en 1973 du taux d'étalon or aux taux flottants. La chute du dollar qui s'en suit va grever les revenus d'exportation de ces pays dont l'essentiel des produits sont négociés en cette devise. L'action des pays de l'OPEP conduira à un redéploiement de crédits vers les pays non- alignés appâtés par le slogan « acheter aujourd'hui payer demain », si important pour éviter la crise de surproduction des pôles avancés. Ils se sont très vite endettés et englués dans les intérêts de cette dette. Une dette aussi due à l'enrichissement illicite d'élites qui rapatrient au Nord bien de leurs avoirs. Des avoirs qui emboîtent le pas au transfert de ressources, de biens et de fonds. Ceux ci sont toujours supérieurs aux flux d'aide internationale, d'ailleurs bien mal nommée.

Au début 80, la récession au Nord entraîne la déliquescence de l'État providence, la hausse des taux d'intérêt et la morosité économique au sud. Le paiement de la dette et la nécessité d'accéder à d'autres crédits cèdent le pas aux ajustements structurels. Ils augmentent certes la production, mais sont en passe d'achever les malades. Les cures d'assainissement aggravent la paupérisation.

Dans les années 90, on s'acharne à accroître la productivité des pauvres et à reconfigurer l'État, en laissant le privé prendre les commandes de l'essentiel. La société civile est cooptée à ce service et la *governance* est appelée à la rescousse, comme dimension politique des ajustements, afin d'éviter que les États ne persistent à contourner les mesures draconiennes. Ces dernières tissent la révolte, au point de voir depuis trois ans les tenants de Davos récupérer le discours alter mondialiste et desserrer l'étau de la dette. En même temps, les derniers bastions du bien commun sont investis par la rationalité marchande (de l'eau aux plantes, de la culture aux gènes...). Tout cela exacerbe l'exploitation du travail. Compte tenu des différences de rémunération et de productivité par rapport aux pays avancés du centre, elle occasionne vers ces derniers toujours davantage de transferts de capitaux et de main d'œuvre sélective. Parallèlement, -par les zones de libre échange et autres formes d'intégration, de l'Union européenne/ACP à la ZLEA ou au NEPAD -la mondialisation procède à un laminage autant des économies des pôles dominants nationaux autocentrés des centres capitalistes, que ceux des pôles dominés qui n'ont pu s'autocentrer. Elle les recompose en réseaux productifs mondiaux intégrés mais concurrentiels. A tous les autres de les imiter et de s'aligner à cette logique ou de péricliter. Et ce n'est pas les initiatives de coopération Sud /Sud pourtant prometteuses, qui les en empêchent. Aujourd'hui les pays du sud sont arrimés aux programmes du CAD dit de l'efficacité de l'aide qui s'alignent aux PRSP, Swaps etc pour une dépolitisation/ repolitisation des Etats et des société civiles aux fins de leur arrimage au modèle néolibéral. Il s'agit d'une impasse qui entretient la dépendance, perpétue le statu quo et conforte l'illusion du mégaloensemble qui s'articule sur le supraimpérialisme.

Quelle souveraineté ou l'alignement de tous devant l'Un

À l'équilibre de la terreur de la guerre froide, nous voyons se substituer la terreur du déséquilibre. Déséquilibre qui est celui de la mondialisation et de ses contestations. C'est un déséquilibre précaire, générateur de chaos, d'illusions et, à long terme si la tendance se maintient pour l'humanité, d'anomie.

Au service du mégaloensemble terme sur lequel je reviens dans un instant je propose le terme de *supra-impérialisme*. Il pourrait caractériser la phase de redéploiement que tente d'imposer le capitalisme effectif. Ce *supra-impérialisme* (supra, du latin au-dessus, plus haut) désigne les extensions multiformes de l'espace du capital dans lequel différents vecteurs oligopolistiques tentent d'infléchir l'économie mondiale. A titre d'illustration, le fait qu'une dizaine d'entreprises contrôlent quasiment la moitié du marché mondial. Ou que 350 les plus riches du monde accaparent un revenu égal à celui de 2,6 milliards de personnes. Les «2% d'adultes les plus riches du monde détiennent plus de la moitié de la richesse globale des ménages; en 2000, les 1% d'adultes les plus riches du monde possédaient à eux seuls 40% des biens mondiaux et que le décile le plus riche détenait 85% du total mondial. A l'inverse, la moitié inférieure de la population adulte mondiale ne possédait qu'à peine 1% de la richesse mondiale». Cette mondialisation est une inflexion dans le sens de la construction d'un système monde particulier, que je nomme le mégaloensemble, que d'autres nomment l'Empire. Je crois que ce terme d'empire est désormais caduque, renvoie à d'autres réalités historiques fort différentes, et Bush II n'est pas pour autant empereur! Et franchement la seule acception que je reconnaisse au

terme empire, c'est sans sens que les choses s'aggravent, bref que ça empire! Pour le mégaloensemble par contre, que je préfère à empire et/ ou mondialisation- laquelle se met en valeur pour des qualités qu'elle n'a pas- j'utiliserai l'exemple suivant. Il vous faut imaginer la supercherie que représente encore la projection géographique dite de Mercator qui s'est imposée sous la forme de l'Atlas mondial pour comprendre ce que je tente d'illustrer. Alors que depuis 1977, malgré l'avis du collège international des géographes qui reconnaissent la supériorité de la projection de Arno Peter, les ouvrages de par le monde continuent de façon eurocentrique à représenter le monde tel qu'il n'est pas. De même, le mégaloensemble, miroite une image d'un monde effectif qui n'est pas la réalité existante. Par la prétention de rendre possible la modernité et la consommation à tous au prix de l'alignement au village global, à la société globale, le mégaloensemble parvient à ses fins par sa faculté de réorganiser le temps et l'espace aux fins de la production et de la consommation exponentielles. Tout désormais peut et doit avoir une dimension planétaire et locale, tout à un accent planétaire par la nécessité de circonscrire l'espace national et étatique sensé être devenu obsolète devant l'ampleur transnationale des enjeux divers. Le mégaloensemble affirme dès lors la mondialisation néo-libérale comme unilatérale, l'hégémonie du marché comme universelle, l'uniformisation politique idéologique et culturelle comme acquise et indépassable. Le mégaloensemble s'assure d'user de guerres réelles et économiques par le suprainpérialisme pour ce faire.

En surestimant sa capacité et sa grandeur, et par un orgueil délirant, surfant sur des capitaux fictifs, le mégaloensemble bénéficie en priorité aux grandes entreprises et banques des premières puissances étatiques. Ces acteurs jouissent en premier lieu du marché des biens, services et capitaux, au détriment de la réalisation des droits économiques sociaux et culturels collectifs. Le marché mondial en restructuration par l'OMC qui conforte le statu quo peut très bien nous mener vers une impasse. Sous la houlette des Etats-Unis, est-ce que l'Europe et le Japon accepteront de continuer cette odyssee en position subalterne, malgré l'évidence de l'impasse? Ceux qui considèrent que les Etats-Unis sont en déclin sont plutôt optimistes. Mais ne faut-il pas relativiser tout cela? A l'interne, le modèle américain est miné, pour servir justement de rôle moteur au mégaloensemble. Les coupures dans les secteurs sociaux ont été drastiques. Les investissements extérieurs déclinent, les délocalisations de firmes s'accroissent. La polarisation sociale atteint des dimensions dramatiques, plus de 50 millions de ses citoyens sont exposés à une vulnérabilité totale en l'absence de couverture en santé en éducation. Le chômage est endémique dans plusieurs Etats, et la condition des africains américains dans la capitale en dit long. La population est désabusée et meurtrie comme durant le Viêt-Nam. Elle est terrorisée et chroniquement stressée par les rumeurs de l'imminente attaque terroriste. Le lobby militariste est désormais en butte à certains secteurs financiers et économiques qui ne partagent pas ses vues dans l'offensive néo-libérale par le marché etc. Mais ce déclin interne est compensé par une surenchère extérieure, lui en phase ascendante. De l'argent illicite afflue des formations sociales cooptées, mais aussi des ponctions de l'arrière cour latino-américaine. L'arrogance de l'administration américaine à sécuriser à ses fins le pétrole et les autres ressources de par le monde, à recruter et coopter des élites diverses pour avaliser le mégaloensemble est articulée sur une force économique politique et culturelle réelle.

Les 200 plus grandes entreprises, qui ne fournissent de l'emploi qu'à 0, 75 de la force active dans le monde, accaparent le quart du PNB mondial. Parmi les plus importantes firmes transnationales cotées en bourse, 48% sont américaines, et si on réduit au 10 premières 80% sont aussi de propriétés américaines. Les transnationales monopolisent les transactions internationales du commerce. La moitié de ce commerce se déroule strictement entre elles. La dominance dans la

mondialisation est donc la financiarisation de l'économie. Il est vrai que le caractère évolué du niveau de technologie, d'information et de communication fait revêtir à cette mondialisation néo-libérale un caractère sans précédent. Mais le processus n'est pas achevé et la mondialisation ne pourra s'arroger le titre de changement social. Ce dernier l'a précédé et lui survivra probablement. Issue de l'oligopolisation du processus transnational, alimentant les rythmes des percées technologiques et scientifiques tout en y étant assujettie, la mondialisation est un sursaut qualitatif de l'économie monde. Mais nulle part, elle ne procède à l'égalisation des chances et des économies. Au contraire, partout elle creuse et polarise les écarts. Il s'agit dès lors d'un processus polarisant par essence, parce que asymétrique et biaisé par les pouvoirs dominants dans les centres animés par la nécessité d'instaurer l'ordre supra-impérialiste. Que ce dernier soit infléchi dans le sens des orientations globales et du leadership des États-unis ne semblent pas pour l'instant être fondamentalement contesté par ses alliés. Il y a une quasi unanimité des intérêts dominants des centres comme des périphéries à poursuivre ce dessein aux fins de l'exploitation des richesses du globe à leur profit.

Partout pratiquement, beaucoup de ces classes dirigeantes disent oui à cette transnationalisation, parce qu'elles en sont avant tous les premiers bénéficiaires en terme de richesse, de prestige et de pouvoir. Les dispositifs de recolonisation néo-libérale, les plans NEPAD en Afrique, la zone de libre échange des Amériques avec Alena, ALCA, Plan Colombia, l'initiative andéenne, Plan Puebla Panama etc (dans une moindre mesure Mercosur) sont autant de redéploiements mercantilistes visant à coopter ces régions sensibles.

En Afrique les perspectives de renégociation ACP Europe sont hypothétiques, comme avec force l'illustre courageusement Jean Ziegler l'avocat des sans voix contre la faim : «Une production agricole mondiale pouvant nourrir 12 milliards d'individus et, au bout de la chaîne, 854 millions de personnes qui souffrent de la faim... Les règles du commerce international imposent aux pays pauvres des accords de libre-échange qui nuisent à leur développement, au profit des multinationales agroalimentaires et des pays les plus industrialisés.«..» Le 31 décembre marquera la clôture de négociations commerciales entamées il y a cinq ans entre l'Europe et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP). Ces négociations doivent aboutir à des accords de libre-échange entre les deux régions, appelés accords de partenariat économique (APE) et devant entrer en vigueur au 1er janvier 2008.«..» Or les accords de partenariat économique, en visant l'instauration d'une zone de libre-échange entre l'Europe et les pays ACP, vont constituer un risque majeur pour les économies de ces pays. Ils seront soumis à la concurrence directe des produits importés d'Europe. Le secteur agricole européen jouit en effet d'une productivité bien plus élevée et bénéficie de soutiens publics importants, si bien que la surproduction européenne peut être exportée à moindre coût vers d'autres régions. Résultat : les produits européens concernés, comme les céréales, le lait, les légumes ou certaines viandes, sont finalement vendus moins cher sur les marchés des pays ACP que les productions locales ! Les accords de partenariat économique, tels qu'ils sont proposés actuellement par l'Union européenne, vont creuser l'écart existant et appauvrir encore davantage les populations des pays en développement concernés : les produits d'importation à «prix cassés» vont priver de leur activité et de leurs revenus la majeure partie des habitants. Leur droit à l'alimentation et à un niveau de vie suffisant est directement menacé, alors que la production agricole mondiale dépasse largement les besoins alimentaires de la planète ! D'autres enjeux pèsent sur ces négociations : la perte de recettes douanières va entraîner la diminution des recettes publiques des pays ACP ; la libéralisation des services ou de l'investissement menace déjà les emplois et risque d'hypothéquer

le développement de ces pays...A cent jours de la fin des négociations, et alors même que la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) s'interroge dans son rapport 2007 sur les gains à espérer des accords de libre-échange entre pays industrialisés et pays en développement, il faut rappeler aux dirigeants européens que les droits des populations doivent primer sur toute autre considération dans les négociations des accords de partenariat économique. Dans l'état actuel, ces accords sont inadmissibles».

Les peuples sont les premières victimes de cette transnationalisation débridée. Même le développement durable a été récupéré par cette mondialisation, et au fond, l'équation devrait être celle d'un développement durable!

L'uniformisation et l'homogénéisation du monde que fait miroiter la mondialisation restent une tendance. Le système mondial ne peut assurer à tous ce mode de vie (d'ailleurs biologiquement insoutenable pour notre planète). Les frustrations populaires s'aiguisent devant cette modernité, caractérisée par l'abondance dans la rareté. En réaction, des forces anti-systémiques se dessinent, même dans les pôles de prospérité. De *Kananaskis*, à *Seattle Gènes et Honk Kong* les conjugaisons de luttes diverses, pacifistes, écologistes, féministes, tiers-mondistes, alter mondialistes, anarchistes, communistes, socialistes et libéraux.. sont un panorama de plus en plus holistique de la contestation du mégaloensemble. Il faut bien sûr à présent dépasser l'incantation et la revendication pour des constructions d'alternatives. C'est tout l'intérêt de l'appel de Bamako que je vous annexe pour votre information. Il plaide «pour le principe du droit à la vie pour tous; les grandes orientations d'un vivre ensemble dans la paix, la justice et la diversité; les manières de réaliser ces objectifs au plan local et à l'échelle de l'humanité» Ailleurs dans bien d'endroits du Tiers monde, la même frustration et une sourde colère grondent. Mais aussi le désarroi, la quête de sens se manifestent par un retour du religieux et du culturel. Elles sont souvent des réponses inadaptées désespérées et anachroniques, mais surtout des désordres instrumentalisables par l'ennemi que l'on cherche à combattre. Contre tout cela, la repolitisation politique et démocratique des masses des pays non alignés, et un nouvel élan d'unité et de solidarité démocratique seront essentiels.

Le redéploiement de l'hégémonie états-unienne et les prétentions du mégaloensemble hypothèquent la paix mondiale, le développement et la démocratie. Modèle de la mondialisation, la société civile américaine, qui débat de croisade anti-terroriste, de guerre préventive et de bouclier sidéral, compte quelque 220 millions d'armes personnelles. Se déployant sur plus d'une centaine de bases, les Etats-Unis ont réussi pour l'instant à arrimer l'atlantisme européen à leur croisade anti-terroriste et leur vue du mégaloensemble. La résistance de quelques pays européens sur la guerre en Iraq ou en Afghanistan s'est vite estompée et l'alignement est désormais la règle.

Les Européens tergiversent sur l'orientation de leur union en élargissement, sur les turbulences de leur portion Est, sur l'immigration et sur leurs politiques en remorque à l'hégémonie américaine. Rien n'augure pour l'instant d'une quelconque forme d'émancipation de la tutelle américaine. Les Asiatiques s'insurgent contre la construction des bases militaires de *Menoko*, *Okinawa* et des Philippines et on observe en maints endroits la montée des tensions dues au nouveau pavage étatique de l'Asie (Afghanistan et autres anciennes républiques soviétiques). Le groupe de Shangai demeure la meilleure forme de résistance pour l'heure, mais la transhumance n'est pas à exclure dans bien des républiques d'Asie centrale et tout dépend probablement de ce que la Chine et l'Inde feront ou non avec la Russie.

Les Africains s'organisent de plus en plus massivement, et aussi en dehors de leurs Etats, mais certes laborieusement contre le retour de l'Afrique des comptoirs. Ils tentent de lutter pour une justice économique, la démocratisation, mais aussi contre la cooptation des armées et rebelles dans des plans militaro-stratégiques de maintien d'une certaine paix du mégaloensemble. *Africom*, extension stratégique du commandement américain sur le continent permettra sous peu un déploiement rapide de ses troupes. Et ce n'est pas seulement Djibouti, mais d'autres espaces comme le Botswana, l'Ethiopie et le Kenya qui s'ajoutent aux zones stratégiques déjà acquises en cas de besoin d'action ciblée. Le combat est inégal, disproportionné. Les africains luttent contre leur fausse marginalisation économique sur fonds de pillage de leurs ressources. Mais un autre remarquable effort de résistance culturel à la mondialisation mérite qu'on s'y attarde, comme l'a fait Robert qui illustre que les valeurs et mentalités africaines pourraient servir à éviter au monde le gouffre qui l'attend :

«Parce qu'elles travaillent à contre-courant de l'ordre capitaliste et de ses principes directeurs, les valeurs qui traversent le continent noir pourraient être le levier d'une remise en cause de la mondialisation libérale.

-
Pour l'Afrique les exigences d'un développement autocentré dépassent les initiatives du style NEPAD et la lente construction de l'Union africaine. Ces initiatives ne prennent qu'au mot le discours de la mondialisation et revendiquent un partenariat axé sur la réalisation des infrastructures essentiels à la croissance du capital. Il s'agit d'une piste tronquée si il n'y pas d'intégration véritable pour entre autres:

- L'autosuffisance alimentaire, la réforme agraire, la modernisation agricole;
- l'industrialisation légère complémentant l'agriculture
- Le rééquilibrage du revenu ville campagne;
- Le panafricanisme avec une intégration régionale et continentale accélérée;
- Bâtir une économie intérieure, de marché de biens de consommation de masse, pour la satisfaction des besoins essentiels avant de s'ouvrir au monde.
- Profiter de cette déconnexion par défaut pour la transformer en désengagement sélectif profitable, en misant sur les brevets frappés d'obsolescence et recourir le plus possible à une technologie à notre portée et moyens.
- Diversification économique dans une perspective de complémentarité régionale et de péréquation.
- Banque africaine centrale et monnaie continentale;
- Armée continentale et brigade civile de prévention des conflits et de reconstruction post-conflits
- Coopération internationale contre la spéculation, et en conjonction avec les pôles solidaires Sud/Sud et avec des internationalistes du Nord qui partagent nos préoccupation
- La fin de l'impunité et de l'enrichissement illicite et l'atteinte aux droits de la personne.
- L'émancipation des femmes et le changement des mentalités masculines
- La repolitisation démocratique des masses et leur auto-organisation
- Changements des comportements irresponsables consuméristes et ostentatoires chez les riches et redécouvertes des schémas de solidarité

- La lutte contre l'impérialisme, les régimes compradors et les comportements anti-progressistes
- Sauvegarde des ressources naturelles et environnementales, par un comportement civique et écologique
- Lutter collectivement pour refuser de payer la dette et Réformer les institutions internationales

monétaristes

- Privilégier une coopération internationale plafonnée à 0,7% et non liée.
- Ouvrer pour un monde humaniste progressiste et polycentrique

Plusieurs de ces exigences sont valables aussi pour l'Amérique latine et centrale. Les latino-américains, quant à eux, élisant de plus en plus de régimes progressistes, luttent contre un encerclement militaro financier des luttes populaires et l'activisme américain. Le journaliste Jooneed Khan souligne ce matin, dans le cas de la pression contre Cuba

qu'«À une semaine du vote annuel à l'ONU contre le blocus états-unien de Cuba, George W. Bush a lancé hier un appel à peine voilé au peuple cubain à se soulever contre le régime communiste et à l'armée cubaine à se ranger «du côté de la liberté ». Cuba Libre », Bush a affirmé sa volonté de maintenir un demi-siècle d'embargo contre Cuba jusqu'à un changement de régime. Il a offert des bourses d'études et des ordinateurs aux Cubains « si le régime le permet ». Il a annoncé la création d'un fonds international pour favoriser la transition de l'île vers la démocratie. entouré de proches de quatre détenus politiques cubains. Mais il n'a mentionné ni les cinq Cubains détenus aux États-Unis après avoir dénoncé au FBI des actions terroristes visant Cuba, ni le cas de Luis Posada Carriles, que Cuba recherche pour terrorisme et qui vit libre aux Etats-Unis».

Les latino-américains sont confrontés par un encerclement maquillé en lutte anti-narcotique et en promotion du libre-échange tout azimut. Mais l'espoir de la riposte existe. Les résistants des Ranchos de Caracas permettent le rêve bolivarien et l'avancée des organisations du Barrio; les Cocaleros de Bolivie et les pauvres assoiffés de Cochabamba ont donné une leçon de résistance au monde ;l'Equateur et l'Argentine font une révolution tranquille; la guérilla s'accroche encore en Colombie; les fazendas du Brésil comme les paysans zapatistes du Chiapas sont encore là et résistent devant une lame de fond de la droite populiste; le paysan mexicain peut encore lutter contre le maïs américain subventionné; Cuba n'est pas tombé sans Castro et lutte toujours contre son encerclement...

Dans toute cette effervescence, partout la paranoïa sécuritaire et la rationalité marchande contribuent tout de même à instaurer un nouvel alignement économique et stratégique des pays du tiers monde devant le supra-impérialisme. C'est contre cela que nous devons lutter tout en étant solidaire des voies d'espoir ouvertes. C'est donc contre cela que l'esprit de *Bandoeng* et de la tricontinentale doit être revigoré, tout en dénonçant ses errements. Afin aussi que les sociétés du Sud puissent lutter contre l'érosion de leurs valeurs de solidarité d'entraide et d'humanité, si utiles au monde pour une autre mondialisation. Celle pour laquelle la nébuleuse alter mondialiste, qui a su synthétiser l'essentiel des revendications non-alignées, escompte le soutien de l'humanité, pour qu'elle lutte contre le risque de sa propre cooptation et mène à bien sa mission. C'est pour cela que le paysan coréen *Lee Kyung Hue* s'est sacrifié en septembre 2003 ici à Cancun. C'est aussi contre une mondialisation prédatrice et l'unilatéralisme belliciste de grande puissance que s'étaient prononcés les non-alignés à *Kuala Lumpur* en février de cette même année.

Lors de l'anniversaire du 50ème a été proclamée la déclaration pour nouveau partenariat Asie-Afrique. Il en faut une similaire entre l'Afrique et l'Amérique latine. Je crois que la Déclaration de Bamako de 2006, en plus des précédentes, offrent une plateforme pour un renouveau tricontinental.

Aujourd'hui, partout on semble davantage reprendre conscience de l'ampleur des inégalités entre le Nord et le Sud, mais aussi de l'état dramatique du monde. Probablement davantage depuis les attentats du 11 septembre, quand on sait comment la pauvreté et la frustration sont les terreaux de tels phénomènes. La renégociation en cours des rapports Nord-Sud est bien enclenchée, mais elle

est éparse et fragmentée. Et dans les errements occasionnés par la mondialisation, elle n'est peut être pas suffisamment perceptible. Il y a, il est vrai, trop d'Etats qui sont docilement alignés, vers ce qui leur est fait miroité. Soumission, compromission concussions sont de mise. Les semi-périphéries, considérées modèles, requièrent toujours de transferts de technologies du Nord, tout en s'autonomisant. Ailleurs, les zones franches, la réfection des codes miniers et l'arrêt des législations laissent en pâture des pans entiers aux multinationales. Je suis arrivé à Mexico dans un avion bondé de travailleurs et de travailleurs Maya guatémaltèques, dans leurs plus beau atours, qui avaient achevé de travailler dans les champs du Québec. J'ai trouvé qu'à l'aéroport à Montréal comme à Mexico on les traitait souvent avec dédain, et que certains des passagers mexicains les considéraient avec curiosité et mépris. Seuls une poignée ont obtenu ce «privilège» pour travailler, à l'instar de ceux qui s'entassent dans les *maquiladoras*. Certaines de ces femmes ont abandonné leurs enfants, ont parfois dû se prostituer des années pour obtenir de quoi payer leur sauf conduit. Ce que ces gens endurent pour obtenir ce droit montre bien que la mondialisation ne permet pas encore la libre circulation des travailleurs, illustrant qu'elle n'est toujours pas effective.

Il importe de réaliser les possibilités de développement à la base, afin de ne plus voir le spectacle affligeant de jeunes qui traversent les déserts du Mexique ou du Sahara, l'atlantique ou le pacifique vers le chimérique *El Norte*. Mais, puisque l'horizon semble bloqué, risquer ce jeu de la mort en vaut la chandelle pour bien des populations, de plus en plus meurtries par ces ajustements à la mondialisation, et qui par survie et envie de modernité se réorganisent massivement dans l'économie informelle.. Pourtant tous les cas il y a un dynamisme réel, voire un réveil perceptible au sud. Il faut encourager les mouvements qui demandent un retour au non-alignement, qui plaident comme nous pour une plus grande intégration des peuples du sud dans des projets de société de type autocentré collectif.

Mes chers collègues et camarades, dans vos travaux, il faut insister sur la préservation des biens communs, un développement responsable et populaire, le démantèlement des bases militaires étrangères, une réforme en profondeur du système monétaire et multilatéral, et des règles plus équitables du marché mondial. Il faut surmonter nos différences et plutôt voir ce que nous avons plutôt si majoritairement en commun; mieux nous concerter dans le respect de nos différences; arrimer davantage nos préoccupations aux mouvements internationalistes dans les pays du centre. Ainsi nous pourrions contribuer à donner globalement une chance à un autre monde, et à un développement durable pour nos enfants! Ché est mort ce mois d'octobre il y a quarante ans, et Sankara il y a vingt ans pour qu'une utopie positive et une autre humanité adviennent. Mais ils ne sont pas morts en vain, puisque vous êtes tous et toutes là à continuer leur oeuvre.

Neruda a dit :

« Vous allez voir combien nous sommes et comptons.
Vous allez voir combien nous sommes et serons. »
La lutte continue. Que revive donc enfin la tricontinentale!

APPEL

DE

BAMAHO

I.

INTRODUCTION

L'expérience de plus de cinq années de convergences mondiales des résistances au néolibéralisme a permis de créer une nouvelle conscience collective. Les Forums sociaux mondiaux, thématiques, continentaux et nationaux et l'Assemblée des mouvements sociaux en furent les principaux artisans. Réunis à Bamako le 18 janvier 2006, veille de l'ouverture du Forum social mondial polycentrique, les participants à cette Journée consacrée au 50e anniversaire de Bandung ont exprimé leur préoccupation de définir d'autres objectifs du développement, de créer un équilibre des sociétés abolissant l'exploitation de classe, de genre, de race et de caste et de tracer la voie d'un nouveau rapport de forces entre le Sud et le Nord.

L'appel de Bamako se veut une contribution à l'émergence d'un nouveau sujet populaire historique et à consolidation des acquis de ces rencontres : le principe du droit à la vie pour tous ; les grandes orientations d'un vivre ensemble dans la paix, la justice et la diversité ; les manières de réaliser ces objectifs au plan local et à l'échelle de l'humanité.

Pour qu'un sujet historique naisse --populaire, pluriel et multipolaire-- il faut définir et promouvoir des alternatives capables de mobiliser des forces sociales et politiques. La transformation radicale du système capitaliste en est l'objectif. Sa destruction de la planète et de millions d'êtres humains, la culture individualiste de consommation qui l'accompagne et le nourrit et son imposition par des forces impérialistes, ne sont plus acceptables, car il y va de la vie même de l'humanité. De telles alternatives doivent s'appuyer sur la longue tradition des résistances populaires et prendre aussi en compte les petits pas indispensables à la vie quotidienne des victimes.

L'Appel de Bamako, construit autour de grands thèmes discutés en commissions, affirme la volonté de :

- (i) construire l'internationalisme des peuples du Sud et du Nord face aux ravages engendrés par la dictature des marchés financiers et par le déploiement mondialisé incontrôlé des transnationales ;
- (ii) construire la solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques) face aux défis du développement au XXIe siècle ;
- (iii) construire un consensus politique, économique et culturel alternatif à la mondialisation néolibérale et militarisée et à l'hégémonisme des Etats-Unis et de leurs alliés.

II. LES PRINCIPES

1- Construire un monde fondé sur la solidarité des êtres humains et des peuples

Notre époque est dominée par l'imposition de la concurrence entre les travailleurs, les nations et les peuples. Pourtant le principe de la solidarité a rempli dans l'histoire des fonctions autrement plus constructives pour l'organisation efficace des productions matérielles et intellectuelles. Nous voulons donner à ce principe la place qui lui revient et relativiser celle de la concurrence.

2- Construire un monde fondé sur l'affirmation pleine et entière des citoyens et l'égalité des sexes

Le citoyen doit devenir le responsable en dernier ressort de la gestion de tous les aspects de la vie sociale, politique, économique, culturelle. C'est la condition d'une démocratisation authentique. A défaut, l'être humain est réduit aux statuts juxtaposés de porteur d'une force de travail, de spectateur impuissant face aux décisions des pouvoirs, de consommateur encouragé aux pires gaspillages. L'affirmation, en droit et en fait, de l'égalité absolue des sexes est une part intégrante de la démocratie authentique. L'une des conditions de cette dernière est l'éradication de toutes les formes avouées ou sournoises du patriarcat.

3- Construire une civilisation universelle offrant à la diversité dans tous les domaines son plein potentiel de déploiement créateur

Pour le néo-libéralisme, l'affirmation de l'individu --non pas du citoyen-- permettrait l'épanouissement des meilleures qualités humaines. L'isolement insupportable que la compétence impose à cet individu dans le système capitaliste produit son antidote illusoire : l'enfermement dans les ghettos de prétendues identités communautaires, le plus souvent de type para-ethnique et/ou para-religieux. Nous voulons construire une civilisation universelle qui regarde l'avenir sans nostalgie passiste. Dans cette construction, la diversité politique citoyenne, et celle des différences culturelles et politiques des nations et des peuples, devient le moyen de donner aux individus des capacités renforcées de déploiement créateur.

4- Construire la socialisation par la démocratie

Les politiques néolibérales veulent imposer un seul mode de socialisation par le marché, dont pourtant les effets destructeurs pour la majorité des êtres humains n'ont plus à être démontrés. Le monde que nous voulons conçoit la socialisation comme le produit principal d'une démocratisation sans rivages. Dans ce cadre, où le marché a sa place, mais pas toute la place, l'économie et la finance doivent être mises au service d'un projet de société et non pas être soumis unilatéralement aux exigences d'un déploiement incontrôlé des initiatives du capital dominant qui favorise les intérêts particuliers d'une infime minorité. La démocratie radicale que nous voulons promouvoir restitue tous ses droits à l'imaginaire inventif de l'innovation politique. Elle fonde la vie sociale sur la diversité inlassablement produite et reproduite, et non sur le consensus manipulé qui efface les débats de fond et enferme les dissidents dans des ghettos.

5- Construire un monde fondé sur la reconnaissance du statut non marchand de la nature et des ressources de la Planète, des terres agricoles

Le modèle capitaliste néo-libéral assigne l'objectif de soumettre tous les aspects de la vie sociale, presque sans exception, au statut de marchandise. La privatisation et la marchandisation à outrance entraînent des effets dévastateurs sans précédents : la destruction de la biodiversité, la menace écologique, le gaspillage des ressources renouvelables ou non (pétrole et eau en particulier), l'anéantissement des sociétés paysannes menacées d'expulsions massives de leurs terres. Tous ces domaines doivent être gérés comme autant de biens communs de l'humanité. Dans ces domaines, la décision ne relève pas du marché pour l'essentiel, mais des pouvoirs politiques des nations et des peuples.

6- Construire un monde fondé sur la reconnaissance du statut non marchand des produits culturels et des connaissances scientifiques, de l'éducation et de la santé

Les politiques néolibérales conduisent à la marchandisation des produits culturels et à la privatisation des grands services sociaux, notamment de l'éducation et de la santé. Cette option entraîne la production en masse de produits para-culturels de basse qualité, la soumission de la recherche aux priorités exclusives de la rentabilité à court terme, la dégradation —voire l'exclusion— de l'éducation et de la santé pour les classes populaires. Le renouvellement et l'élargissement des services publics doivent être guidés par l'objectif de renforcer la satisfaction des besoins et les droits essentiels à l'éducation, la santé et l'alimentation.

7- Promouvoir des politiques qui associent étroitement la démocratisation sans limite, le progrès social et l'affirmation de l'autonomie des nations et des peuples

Les politiques néo-libérales nient les exigences spécifiques du progrès social —qu'on prétend produit spontanément par l'expansion des marchés— comme de l'autonomie des nations et des peuples, nécessaire à la correction des inégalités. Dans ces conditions, la démocratie est vidée de

tout contenu effectif, vulnérabilisée et fragilisée à l'extrême. Affirmer l'objectif d'une démocratie authentique exige de donner au progrès social sa place déterminante dans la gestion de tous les aspects de la vie sociale, politique, économique et culturelle. La diversité des nations et des peuples, produite par l'histoire, dans ses aspects positifs comme dans les inégalités qui l'accompagnent, exige l'affirmation de leur autonomie. Il n'existe pas de recette unique dans les domaines politique ou économique qui permettrait de faire l'impasse sur cette autonomie. L'objectif de l'égalité à construire passe par la diversité des moyens à mettre en œuvre.

8- Affirmer la solidarité des peuples du Nord et du Sud dans la construction d'un internationalisme sur une base anti-impérialiste

La solidarité de tous les peuples —du Nord et du Sud— dans la construction de la civilisation universelle ne peut être fondée ni sur l'assistance ni sur l'affirmation qu'étant tous embarqués sur la planète, il serait possible de négliger les conflits d'intérêts opposant les différentes classes et nations constituant le monde réel. Cette solidarité passe par le dépassement des lois et valeurs du capitalisme et de l'impérialisme qui lui est inhérent. Les organisations régionales de la mondialisation alternative doivent s'inscrire dans la perspective du renforcement de l'autonomie et de la solidarité des nations et des peuples sur les cinq continents. Cette perspective contraste avec celle des modèles dominants actuels de régionalisation, conçus comme autant de blocs constitutifs de la mondialisation néo-libérale. Cinquante ans après Bandung, l'Appel de Bamako exprime aussi l'exigence d'un Bandung des peuples du Sud, victimes du déploiement de la mondialisation capitaliste réellement existante, de la reconstruction d'un front du Sud capable de mettre en échec l'impérialisme des puissances économiques dominantes et l'hégémonisme militaire des Etats-Unis. Ce front anti-impérialiste n'oppose pas les peuples du Sud à ceux du Nord. Au contraire, il constitue le socle de la construction d'un internationalisme global les associant tous dans la construction d'une civilisation commune dans sa diversité.

3. OBJECTIFS A LONG TERME ET PROPOSITIONS POUR L'ACTION IMMEDIATE

Pour passer de la conscience collective à la construction d'acteurs collectifs, populaires, pluriels et multipolaires, il a toujours été nécessaire d'identifier des thèmes précis pour formuler des stratégies et propositions concrètes.

Ces thèmes de l'Appel de Bamako, présentés plus en détail ci-dessous, se recoupent, sans toutefois se recouvrir totalement, les interconnexions entre eux étant multiples. Ils couvrent les dix domaines suivants, en fonction d'objectifs à long terme et de propositions d'action immédiate : l'organisation politique de la mondialisation ; l'organisation économique du système mondial ; l'avenir des sociétés paysannes ; la construction du front uni des travailleurs ; les régionalisations au service des peuples ; la gestion démocratique des sociétés ; l'égalité des sexes ; la gestion des ressources de la planète ; la gestion démocratique des médias et de la diversité culturelle ; la démocratisation des organisations internationales.

L'appel de Bamako est une invitation à toutes les organisations de lutte représentatives des vastes majorités que constituent les classes travailleuses et les exclus du système capitaliste néo-libéral, ainsi qu'à toutes les personnes et forces politiques qui adhèrent à ces principes, d'œuvrer ensemble pour parvenir à la mise en œuvre effective de ces objectifs.

PROPOSITIONS DE L'APPEL DE BAMAKO

La constitution de synergies et de solidarités au-delà des frontières géographiques et sectorielles est la seule manière d'agir dans un monde globalisé et de déboucher sur des alternatives. Des groupes de travail continueront au cours de cette année d'approfondir et de concrétiser les thèmes

abordés ci-dessous, pour à nouveau faire le point lors d'une nouvelle rencontre et de proposer des priorités stratégiques d'action.

1. Pour un système mondial multipolaire fondé sur la paix, le droit et la négociation

Pour penser un système mondial multipolaire authentique qui rejette le contrôle de la planète par les Etats-Unis d'Amérique et garantisse l'ensemble des droits des citoyens et des peuples à disposer de leurs destinées, il est nécessaire :

1) de renforcer le mouvement de contestation contre la guerre et les occupations militaires, ainsi que la solidarité avec les peuples en lutte dans les points chauds de la planète. A cet égard, il serait très important que la manifestation mondiale contre la guerre en Irak et la présence militaire de l'Afghanistan prévue les 18 et 19 mars 2006, soit articulée avec :

- l'interdiction de l'usage et de la fabrication des armes nucléaires et la destruction de tous les arsenaux existants ;

- le démantèlement de toutes les bases militaires hors du territoire national, notamment celle de Guantanamo ;

- la fermeture immédiate de toutes les prisons de la CIA.

2) de refuser les interventions de l'OTAN hors d'Europe et d'exiger que les partenaires européens se dissocient des guerres préventives états-uniennes, tout en engageant une campagne destinée à sa dissolution.

3) de réaffirmer la solidarité avec le peuple de Palestine qui symbolise la résistance à l'apartheid mondial exprimé par le mur établissant la fracture entre « civilisation » et « barbarie ». A cet effet, le renforcement des campagnes pour exiger la démolition du mur de la honte et le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés apparaît comme prioritaire.

4) d'élargir les campagnes de solidarité avec le Venezuela et la Bolivie, en tant que lieux de construction d'alternatives au néo-libéralisme et d'artisans d'une intégration latino-américaine ;

Au-delà de ces campagnes, pourraient être envisagés :

- la constitution d'un réseau de chercheurs, travaillant en liaison étroite avec des associations de militants agissant au niveau local, à la construction de bases de données actualisées et exhaustives relatives aux bases militaires des Etats-Unis et de l'OTAN. Une information précise sur ces questions militaires et stratégiques permettrait d'accroître l'efficacité des campagnes menées pour leur démantèlement ;

- la création d'un Observatoire « Imperialism Watch » qui dénoncerait non seulement les guerres et leur propagande, mais aussi toutes les manœuvres et pressions, économiques et autres, exercées sur les peuples ;

- la création d'un réseau anti-impérialiste mondial qui coordonnerait l'ensemble des mobilisations à travers la planète.

2. POUR UNE REorganisation économique du système mondial

Dans la perspective d'une stratégie d'action pour transformer le système économique mondial, il est nécessaire de :

1) renforcer les campagnes de protestation contre les règles actuelles de fonctionnement

de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et pour la définition de règles alternatives (pour la sortie de l'OMC de l'agriculture, des services, de la propriété intellectuelle...);

2) créer des groupes de travail, en relation avec les associations et mouvements sociaux ayant déjà entrepris ce travail de longue date, pour établir, de la manière la plus sérieuse et exhaustive que possible, un état des lieux des propositions de mesures alternatives dans les domaines économiques les plus fondamentaux :

- l'organisation des transferts de capitaux et de technologies ;
- la proposition de régulations (« codes d'investissements » par exemple) précisant les droits des nations et des travailleurs ;
- l'organisation du système monétaire : contrôle des flux de capitaux (en particulier spéculatifs), suppression des paradis fiscaux, édification de systèmes régionaux de gestion des changes et leur articulation dans un système mondial rénové (remise en question du FMI et de la Banque mondiale, retour au principe de la primauté du droit des nations à définir leur système économique, abolition des entraves imposées par les décisions non négociées des organisations internationales...);
- l'élaboration d'une véritable législation concernant les dettes extérieures (exiger des Etats des audits permettant d'identifier les dettes odieuses) et le renforcement de la mobilisation, à très court terme, pour l'annulation de dette du Tiers Monde ;
- les réformes des services sociaux et de leur financement : éducation, santé, recherche, retraites...

3) créer des groupes de chercheurs spécialisés pour suivre les évolutions des mouvements de capitaux et des mécanismes de dépendance du capital financier national vis-à-vis du capital financier international ;

4) créer des groupes de travail, avec site internet et groupes de discussions, par pays et région, pour l'étude des structures de propriété du capital et des mécanismes de fonctionnement du capitalisme dans chaque pays et dans ses rapports avec le système financier international ;

5) créer des lieux de formation de journalistes pour les informer sur les mécanismes complexes de la mondialisation néo-libérale ;

6) mettre en contact, sous la forme de sites internet connectés, les différentes associations d'économistes progressistes et militants engagés dans la recherche d'alternatives à la mondialisation néo-libérale dans chaque région du monde (Asie, Afrique, Amérique latine, Océanie, Europe, Amérique du Nord).

3. POUR DES REGIONALISATIONS AU SERVICE DES PEUPLES ET QUI RENFORCENT LE SUD DANS LES NEGOCIATIONS GLOBALES

Partant du constat que le libre échange, en favorisant les plus forts, est l'ennemi de l'intégration régionale et que cette dernière ne peut pas être réalisée selon ses règles, il est nécessaire de dégager les conditions d'une coopération alternative au sein de chaque grande région, comme aussi celles du renouveau de la Tricontinentale, en liaison étroite avec l'action des mouvements sociaux.

- En Amérique latine, face aux agressions des multinationales, les travailleurs ont inscrit

la question de l'intégration régionale dans une perspective nouvelle, fondée sur des avantages coopératifs, et non plus sur des avantages comparatifs. Tel est le cas des expériences alternatives de coopération au Sud en matières de pétrole (*Petrocaribe*), de réduction de la dette (rachat de dettes entre pays du Sud) ou d'éducation et de santé (médecins cubains), par exemple. Ce sont des principes politiques qui doivent fonder cette coopération destinée à favoriser la croissance et la solidarité dans tous les pays, et non plus les règles imposées par l'OMC.

- En Afrique, l'aspiration à l'unité est très présente, de même que la conscience de l'impossibilité d'une résistance ou d'un développement isolés face aux pressions de la mondialisation néo-libérale. Les institutions d'intégration, nombreuses, y sont cependant inefficaces, et les plus actives sont celles héritées des périodes de la colonisation et de l'apartheid. L'Union africaine et son programme économique et social (NEPAD) n'intègrent aucune idée de résistance collective. C'est dans ce contexte que les sociétés civiles doivent prendre conscience la nécessité de dépasser leurs divisions. Pour les pays nord-africains des pourtours méditerranéens, les accords Euro-Méditerranée constituent un exemple supplémentaire de régionalisation menée aux dépens du Sud.

- En Asie, pour faire face à la mondialisation néo-libérale, et malgré les difficultés, des initiatives populaires pour une autre intégration régionale, réunissant nombre d'organisations des sociétés civiles, d'ONG, etc., se sont mis en marche dans la plupart des pays, aboutissant notamment à l'élaboration d'une charte populaire visant au renforcement de la coopération dans les échanges.

En conséquence, il paraît opportun de recommander, au-delà de l'intensification des campagnes contre les guerres et les menaces de guerres, les propositions suivantes :

- 1) pour l'Amérique latine : élargir les campagnes de soutien à l'ALBA, pour mettre définitivement en échec la stratégie états-unienne de l'ALCA, promouvoir l'indépendance et le développement dans la justice et l'équité entre les peuples et construire une intégration fondée sur la coopération et la solidarité qui sache s'adapter aux spécificités de ces derniers ; mobiliser les mouvements sociaux pour un élargissement et un approfondissement des processus d'intégration alternative, de type *Petrocaribe* ou *Telesur* ; promouvoir les échanges répondant à une logique coopérative ; et renforcer les articulations des actions organisations sociales et politiques pour mettre en œuvre ces recommandations.
- 2) pour l'Afrique : sensibiliser les mouvements des sociétés civiles sur la nécessité de formuler des propositions alternatives dans les initiatives africaines ; prendre en compte la nécessité d'articuler les actions entreprises aux niveaux régional et national ; lancer des campagnes pour la paix pour mettre fin aux conflits existants ou prévenir les risques de nouveaux conflits ; se départir de conceptions de l'intégration, fondée sur la race ou la culture.
- 3) pour l'Asie : contrecarrer l'expansion et la compétition du capital entre pays et renforcer la solidarité entre classes laborieuses des différents pays ; promouvoir le circuit local entre production et consommation ; promouvoir les sciences pour la reconstruction rurale. Pour être efficace, la coopération entre pays du Sud doit exprimer la solidarité des peuples et des gouvernements qui résistent au néo-libéralisme et cherchent des alternatives dans la perspective d'un système mondial multipolaire.

4. POUR LA GESTION DEMOCRATIQUE DES Ressources naturelles DE LA PLANETE

Le concept de « ressources naturelles » doit être subordonné à celui du vivant, et donc du droit à la vie, afin d'arrêter la dévastation et la déprédation de la planète. Il s'agit donc d'un principe vital et non d'une simple gestion des ressources naturelles. Ces dernières ne peuvent être utilisées au-delà de leur capacité de renouvellement, en les ajustant selon chaque pays. Des critères de leur utilisation doivent être définis pour garantir le développement et préserver la biodiversité et les écosystèmes. Il faut donc encourager le développement de substituts aux ressources non renouvelables. La marchandisation de la vie (*commodification of life*) se traduit par des guerres pour le pétrole, l'eau, etc. L'agrobusiness privilégie la culture de rente sur la culture de subsistance tout en imposant des modalités techniques qui produisent dépendances et destruction de l'environnement (contrats d'exploitation pour imposer certains matériels, engrais et semences comme les OGM).

Concrètement, deux niveaux d'actions sur l'environnement doivent être combinés : micro et macro. Au niveau macro, qui concerne les États, il serait souhaitable qu'un cadre interétatique de concertation multilatéral ait des moyens d'actions et de pression politique sur les États pour prendre des mesures globales. Le niveau micro concerne quant à lui les actions locales ou régionales, où la société civile a un rôle important à jouer, notamment pour diffuser l'information et changer les pratiques afin d'économiser les ressources et protéger l'environnement. Le niveau local doit être renforcé, les décisions étant trop souvent pensées au seul niveau macro.

Les actions suivantes pourraient en résulter :

- 1) constituer un tribunal international chargé de juger les crimes écologiques : les pays du Nord et leurs relais locaux pourraient alors être condamnés à payer des réparations aux pays du Sud (dettes écologiques) ;
- 2) rendre illégaux les contrats imposant une dépendance entre agriculteurs et fournisseurs de semences, et qui conduisent à l'esclavage technologique et à la destruction de la biodiversité ;
- 3) abolir les « droits à polluer » (*pollution rights*) et leur marché et obliger les pays riches à diminuer leur taux de production de dioxyde de carbone (5,6 tonnes par an et par personne pour les États-Unis) pour permettre aux pays pauvres (0,7 tonnes par an et par personne pour les pays hors G8) de s'industrialiser ;
- 4) interdire que les grands barrages, dans la mesure où ils sont vraiment nécessaires, soient construits sans compensation pour les populations déplacées (réfugiés économiques) ;
- 5) protéger les ressources biologiques et génétiques des brevets du Nord et qui appauvrissent les pays du Sud, qui constituent un vol de type colonial ;
- 6) combattre la privatisation de l'eau, telle que promue par la Banque Mondiale, même sous sa forme de partenariat privé-public (PPP, *private-public partnership*) et garantir une quantité minimum d'eau par personne dans le respect du rythme de renouvellement des nappes phréatiques ;

7) créer un Observatoire de l'Environnement (*Ecologic Watch*) susceptible de dénoncer et de réagir aux agressions caractérisées contre l'environnement.

5. POUR UN AVENIR MEILLEUR DES AGRICULTURES PAYSANNES

Dans le domaine de l'agriculture paysanne, il existe d'abord des objectifs à moyen et long termes, liés à la souveraineté alimentaire et qui se situent à la fois aux niveaux national, international, multilatéral (celui de l'OMC) et bilatéral (Accords de partenariat économique [APE], négociés entre les pays ACP et l'Union européenne). Ensuite, au niveau national, cela concerne aussi bien la politique des prix et marchés agricoles que la politique des structures, l'accès des agriculteurs aux moyens de production et d'abord à la terre. A très court terme, en 2006, il s'agit de faire échouer la finalisation du Doha Round, ce qui facilitera le refus de conclure les Accords de partenariat économique. A cet effet, les propositions portent sur deux axes : les moyens pour imposer la souveraineté alimentaire à moyen terme, et comme préalable la mise en échec du Doha Round et les Accords de partenariat économique.

1) Propositions pour imposer la souveraineté alimentaire : La souveraineté alimentaire est le droit qui doit être reconnu à chaque État (ou groupe d'États) de définir sa politique agricole intérieure et le type d'insertion qu'il souhaite dans le marché mondial, avec le droit de se protéger efficacement à l'importation et de subventionner ses agriculteurs à condition de s'interdire toute exportation de produits agricoles à un prix inférieur au coût de production total moyen sans subventions directes ou indirectes (en amont ou en aval). Elle est le bras de levier devant permettre à tous les pays de recouvrer leur souveraineté nationale dans tous les domaines. C'est aussi un outil de promotion de la démocratie puisqu'elle nécessite d'impliquer fortement les différents acteurs des filières agroalimentaires à la définition de ses objectifs et moyens, en commençant par les agriculteurs familiaux. Elle implique donc des actions de régulation aux niveaux national, sous-régional et international.

— *Au niveau national :*

Les États doivent garantir l'accès des exploitations paysannes aux ressources productives, et d'abord à la terre. Il faut arrêter de promouvoir l'agriculture d'agrobusiness avec accaparement de terres par les bourgeoisies nationales (dont fonctionnaires) et les firmes transnationales au détriment des exploitations paysannes. Cela implique de faciliter les investissements des exploitations familiales et de transformer les produits locaux pour les rendre plus attractifs aux consommateurs. L'accès à la terre de tous les paysans du monde doit être reconnu comme un droit fondamental. Sa mise en œuvre exige des réformes adéquates des systèmes fonciers et parfois des réformes agraires.

Pour faire partager l'objectif de la souveraineté alimentaire aux consommateurs urbains — condition indispensable pour que les gouvernements s'y engagent—, trois types d'actions sont à mener :

- encadrer l'action des commerçants qui pénalise les agriculteurs et consommateurs.
- faire des campagnes de sensibilisation des consommateurs sur le tort immense fait à

l'agriculture et à toute l'économie par la dépendance des produits importés, qui sont pratiquement les seuls vendus, par exemple dans les supermarchés d'Afrique de l'Ouest.

- relever progressivement les prix agricoles par la hausse des droits à l'importation pour ne pas pénaliser les consommateurs au pouvoir d'achat très limité. Cela doit s'accompagner de la distribution à ceux-ci de coupons d'achat au prix ancien des produits alimentaires locaux, à l'image de ce qui se fait aux États-Unis, en Inde et au Brésil, et cela en attendant que les gains de productivité des agriculteurs aient fait baisser leurs coûts de production unitaires, leur permettant de baisser leurs prix de vente aux consommateurs.

— *Au niveau sous-régional :*

Pour que les États puissent recouvrer leur pleine souveraineté, et d'abord la souveraineté alimentaire, l'intégration politique régionale s'avère incontournable pour les petits pays du Sud. A cet effet, il faut réformer les institutions régionales actuelles, notamment, en Afrique, l'UEMOA et la CEDEAO, trop dépendantes de ces diverses méga-puissances.

— *Au niveau international :*

Faire pression pour que les Nations unies reconnaissent la souveraineté alimentaire comme un droit fondamental des États indispensable pour mettre en œuvre le droit à l'alimentation défini par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1996. A ce niveau, quatre instruments de régulation des échanges agricoles internationaux sont à instaurer pour rendre la souveraineté alimentaire effective :

- Une protection efficace à l'importation, c'est-à-dire fondée sur des prélèvements variables garantissant un prix d'entrée fixe de manière à garantir des prix agricoles intérieurs minima sécurisant les investissements des agriculteurs et les prêts des banques, les droits de douane étant insuffisamment protecteurs face à des prix mondiaux fortement fluctuants, fluctuation aggravée par celle des taux de change.

- L'élimination de toutes les formes de dumping, en interdisant toute exportation au dessous du coût de production total moyen du pays sans subventions directes ou indirectes.

- Des mécanismes de coordination internationale de la maîtrise de l'offre, de manière à éviter des surproductions structurelles et à minimiser les surproductions conjoncturelles qui font s'effondrer les prix agricoles.

- La nécessité de sortir l'agriculture de l'OMC en confiant la régulation internationale des échanges agricoles à une institution des Nations Unies qui pourrait être la FAO. En particulier en réformant son organisation sur le modèle tripartite de l'OIT (Organisation internationale du travail), ce qui associerait à la régulation les représentants des syndicats agricoles (FIPA et Via Campesina) à côté de représentants des firmes agroalimentaires (qui agissent déjà dans l'ombre sur les gouvernements négociant à l'OMC) et des États.

2) Propositions à court terme pour mettre en échec le Doha Round et les Accords de partenariat économique :

Un enseignement majeur de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong est que le Brésil et l'Inde, et avec eux le G-20, se sont distancés des intérêts des populations du Tiers

Monde et se sont révélés des promoteurs les plus déterminés de la mondialisation néo-libérale. Puisque le Doha Round est un « paquet global » (*single undertaking*), il y a moyen de le mettre en échec. La société civile internationale, et d'abord les organisations paysannes du Nord et du Sud, pourront dans une campagne médiatique, montrer que ces subventions (particulièrement de la « boîte verte »), sont un instrument de dumping bien plus considérable que les subventions explicites à l'exportation, et le seront encore plus à partir de 2014 lorsque les premières auront été éliminées.

6. POUR LA CONSTRUCTION DU FRONT UNI DES TRAVAILLEURS

Deux des armes principales entre les mains de travailleurs sont le droit de vote et le droit de constituer des syndicats. La démocratie et les syndicats, jusqu'à présent, ont été construits principalement sur une base nationale. Cependant, la mondialisation néo-libérale est un défi pour les travailleurs du monde entier et le capitalisme mondialisé ne peut être affronté uniquement au niveau national. Aujourd'hui, la tâche est double : renforcer le niveau national et simultanément mondialiser la démocratie et réorganiser une classe ouvrière mondiale.

Le chômage massif et le caractère croissant du travail informel sont une autre raison majeure pour repenser les organisations existantes des classes travailleuses. Une stratégie mondiale du travail doit considérer non seulement la situation des ouvriers au travail munis de contrats stables. L'emploi hors des secteurs formels concerne une partie croissante des travailleurs, même dans les pays industrialisés. Dans la plupart des pays du Sud, les travailleurs du secteur non formel – travailleurs avec des emplois temporaires, travailleurs des secteurs informels, auto-emplois, les chômeurs, les vendeurs de rue, ceux qui vendent leurs propres services—, forment ensemble la majorité des classes travailleuses. Ces groupes sont en croissance dans la plupart des pays du Sud à cause d'un chômage élevé et du double processus, d'une part la raréfaction et l'informalisation des emplois garantis et d'autre part l'exode rural continu. La tâche la plus importante sera pour les travailleurs hors du secteur formel de s'organiser et pour les syndicats traditionnels de s'ouvrir afin de réaliser une action commune.

Les syndicats traditionnels éprouvent des difficultés à répondre à ce défi. Toutes les organisations des travailleurs hors secteurs formels ne seront pas nécessairement des syndicats, ou organisations similaires et les syndicats traditionnels devront aussi se transformer. De nouvelles perspectives de construire ensemble, fondés sur des liens horizontaux et le respect mutuel, doivent se développer entre les syndicats traditionnels et les nouveaux mouvements sociaux. A cet effet, les propositions suivantes sont soumises à considération :

1. Une ouverture des syndicats vers une collaboration avec les autres mouvements sociaux sans essayer de les subordonner à la structure syndicale traditionnelle ou à un parti politique spécifique
2. La constitution de structures syndicales effectivement transnationales afin de faire face aux employeurs transnationaux. Ces structures syndicales devraient avoir en même temps une capacité de négociation et un mandat d'organiser des actions communes au-delà des frontières nationales. A cet effet, un pas important serait d'organiser des structures syndicales fortes au sein de certaines transnationales. Ces dernières possèdent un réseau de production complexe et sont souvent très sensibles à toute rupture dans les chaînes de production et de distribution, ce qui indique vulnérabilité. Quelques succès dans les combats contre les transnationales pourraient

avoir un impact réel sur les rapports de forces mondiaux entre capital et travail.

3. Le développement technologique et le changement structurel sont nécessaires pour améliorer les conditions de vie et éradiquer la pauvreté, mais les relocalisations de production ne sont pas aujourd'hui réalisées dans l'intérêt des travailleurs, sinon selon une logique exclusive de profit. Il est nécessaire de promouvoir une amélioration graduelle des salaires et des conditions de travail, une production locale croissant avec la demande locale et un système de négociation pour les relocalisations en tant qu'alternatives à la logique du profit et du libre échange. Ces relocalisations pourraient faire partie de négociation transnationales, afin d'éviter que les travailleurs des différents pays soient forcés d'entrer en concurrence les uns avec les autres dans une lutte implacable.

4. Considérer les droits des travailleurs migrants comme une préoccupation de base pour les syndicats en assurant que la solidarité entre travailleurs ne soit pas liée à leur origine nationale. En effet, la ségrégation et la discrimination, que ce soit sur des bases ethniques ou autres, sont des menaces pour la solidarité de la classe travailleuse.

5. Veiller à ce que l'organisation transnationale future de la classe travailleuse ne soit pas conçue comme une structure unique, hiérarchique et pyramidale, mais bien comme une variété de différents types d'organisations, et une structure en réseau avec de nombreux liens horizontaux.

6. Promouvoir un front du travail réorganisé dans des structures couvrant aussi les travailleurs hors du secteur formel dans le monde entier, capable en action coordonné d'affronter efficacement le capitalisme mondialisé.

Seul un tel mouvement global mondial et renouvelé des travailleurs , agissant ensemble avec d'autres mouvements sociaux pourra transformer le monde présent et créer un ordre mondial fondé sur la solidarité plutôt que sur la concurrence.

7. POUR UNE DEMOCRATISATION DES SOCIÉTÉS DEVANT PERMETTRE UN PLEIN DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Les forces progressistes doivent se réapproprié le concept de démocratie, car une société alternative, socialiste, doit être pleinement démocratique. La démocratie ne se décrète pas d'en haut. Elle est un processus de transformation culturelle, car les personnes se transforment au travers de leurs propres pratiques. Il est donc indispensable que les acteurs des mouvements populaires et des gouvernements de gauche ou progressistes comprennent qu'il faut créer des espaces d'une réelle participation tant au niveau des lieux de travail qu'à celui des lieux géographiques de vie. Sans la transformation des personnes en acteurs protagonistes de leur histoire, on ne pourra point résoudre les problèmes des peuples : santé, alimentation, éducation, logement.... La chute des pays socialistes d'Europe de l'Est a beaucoup à voir avec cette absence de participation. Les citoyens de ces pays n'étaient plus guère motivés à défendre des régimes où ils étaient des observateurs et non des acteurs. La lutte pour la démocratie doit aussi être liée à la lutte pour l'éradication de la pauvreté et de toutes les formes d'exclusion. En effet, si l'on veut résoudre ces problèmes, il faut que le peuple devienne le sujet du pouvoir. Cela implique la lutte contre la logique de profit du capital et de mettre en place, dans les espaces que l'on peut conquérir, une logique différente, humaniste et solidaire. Car, la seule affirmation de la nécessité d'une société alternative ne suffit plus et il est donc nécessaire de proposer des initiatives populaires qui soient des alternatives au capitalisme et qui cherchent à briser la logique marchande et les rapport que cette dynamique impose.

Mais il s'agit aussi d'organiser des luttes qui ne se réduisent pas à de simples revendications économiques, même si ces dernières sont nécessaires, et qui proposent un projet social alternatif, incluant de réels niveaux de pouvoir et de démocratie, dépassant les formes actuelles de la démocratie représentative, parlementaire, électoraliste. Il est donc nécessaire de lutter pour un nouveau type de démocratie, venant d'en bas, pour ceux d'en bas, par le biais des gouvernements locaux, des communautés rurales, des fronts de travailleurs, des citoyens... Cette pratique démocratique, solidaire, sera la meilleure manière d'attirer de nouveaux secteurs sociaux dans une lutte pour la société alternative pleinement démocratique.

Afin de concrétiser les principes énoncés, les grandes lignes suivantes sont proposées :

- Inscrire la démocratie dans l'ensemble des conditions qui caractérisent les mouvements d'émancipation et de libération, dans leur dimension individuelle et collective.
- Reconnaître que l'échec du soviétisme et des régimes issus de la décolonisation résultent en grande partie de leur déni des libertés et de leur sous-estimation de la démocratie. L'élaboration d'alternatives doit intégrer ce constat et donner une place prééminente à la construction démocratique.
- Contester le double discours des puissances dominantes promptes à donner des leçons de démocratie. Le cynisme de l'impérialisme américain est particulièrement insupportable alors qu'ils se manifestent comme auteurs de guerres, de tortures, de violations de libertés. Pour autant, cela ne saurait servir de prétexte à limiter les libertés et l'exercice de la démocratie.
- Récuser la conception dominante de la démocratie avancée par les Etats-Unis et les puissances occidentales. La démocratie ne peut être définie comme l'acceptation des règles du marché et la subordination au marché mondial, d'élection pluralistes contrôlées de l'extérieur et d'une idéologie réductrice des droits de l'homme. Ce type de démocratie consiste à imposer l'expansion de la marchandisation en la liant arbitrairement à l'importance reconnue des élections libres et du respect des droits. On ne fait pas alors que restreindre la démocratie, on en pervertit le sens.
- Reconnaître qu'il existe une forte dialectique entre démocratie politique et démocratie sociale, car une démocratie politique est incomplète et ne peut durer si persistent les inégalités et l'exploitation et l'injustice sociale. Une démocratie sociale ne peut progresser sans lutte contre l'oppression et les discriminations, tout en rappelant qu'aucune politique sociale ne peut justifier l'absence de libertés et le non-respect des droits fondamentaux.
- Affirmer que la démocratie nécessite une participation effective et croissante de la population, des producteurs et des habitants. Celle-ci implique une transparence dans les processus de décision et dans les responsabilités et elle n'annule pas l'importance de la démocratie représentative. Au contraire, elle la complète et l'approfondit.
- Puisque la démocratie doit faciliter la lutte contre la pauvreté, les inégalités, les injustices et les discriminations, elle doit laisser une place stratégique aux pauvres et aux opprimés, à leurs luttes et à leurs mouvements. Dans ce sens la démocratie dans le fonctionnement de ces mouvements concourt à leur pérennité et à leurs succès.
- La démocratie dans le mouvement altermondialiste est une indication de l'importance que le mouvement accorde à la démocratie dans ses orientations. Elle implique un renouvellement de la

culture politique et de la culture d'organisation, une attention particulière accordée à la question de l'autorité et de la hiérarchie. A cet effet, une des propositions d'action immédiate est de mener une campagne pour que les mouvements d'éducation populaire fassent une place importante à l'éducation citoyenne et à l'éducation à la démocratie et que cette dimension soit présente dans l'enseignement. Rappelons, en effet, que le mouvement altermondialiste est porteur d'un projet foncièrement démocratique. Il revendique l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Il s'agit des droits civils et politiques et notamment des droits à la libre organisation et à la libre expression qui sont les fondements des libertés démocratiques. Il revendique aussi les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux qui sont les fondements de la démocratie sociale. Il revendique enfin les droits collectifs et les droits des peuples à lutter contre l'oppression et contre les violences qui leurs sont imposées. Il s'agit là de la définition d'un programme de mise en œuvre de la démocratie.

Le mouvement altermondialiste reconnaît aussi l'importance des services publics comme un des moyens essentiels de garantir l'accès aux droits pour tous et l'égalité des droits. Il défend les luttes des travailleurs et des usagers des services publics. Il met en avant les propositions issues des mouvements de défense des services publics, et notamment des services d'éducation et de santé. Par exemple pour la santé l'accès à une liste de médicaments gratuits et le refus des monopoles, de la dictature des brevets et de la prétention à breveter le vivant.

- La lutte pour la démocratie doit tenir compte des différents niveaux d'intervention suivant les espaces. Nous en retiendrons cinq : l'entreprise, la démocratie locale, la démocratie nationale, les grandes régions, la démocratie mondiale. Pour chacun de ces niveaux, à titre d'illustration, une action peut être proposée. Le choix des priorités résultera du débat stratégique.

1) La démocratie dans l'entreprise est une revendication majeure. Elle implique la reconnaissance du pouvoir des travailleurs, des usagers et des collectivités publiques territoriales et nationales. Elle nécessite le refus de la dictature des actionnaires et de la logique destructrice du capital financier. Elle débouche sur le contrôle des décisions, et notamment des délocalisations. La mise en valeur des formes innovantes d'auto-organisation et de mutualisation est une des manières de revendiquer la pluralité des formes de production et de refuser la fausse évidence de l'efficacité de l'entreprise capitaliste privée. Le mouvement pour la responsabilité sociale et environnementale des entreprises présente un grand intérêt, malgré les risques de récupération, à condition de déboucher sur des normes publiques contraignantes dans le droit international.

2) La démocratie locale répond à la demande de proximité et de participation. Elle repose sur des institutions locales qui doivent garantir les services publics et qui augurent d'une alternative au néo-libéralisme préférant le niveau local et la satisfaction des besoins à l'ajustement de toute la société au marché mondial. Elle permet de renouveler la citoyenneté, notamment à travers celle de résidence et de ses conséquences en termes de droits de vote.

3) La démocratie nationale reste l'échelon stratégique. Les questions des identités, des frontières, du respect des droits des minorités, de la légitimité des institutions participent aux fondements de la souveraineté populaire. Les politiques publiques peuvent être des espaces d'affrontement contre le néo-libéralisme. La redistribution des richesses fondée sur la fiscalité est à défendre et à étendre. Des mesures comme le revenu minimum et la couverture sociale fondée sur la solidarité entre générations ne sont pas réservées au pays riches, mais découlent des conditions du partage entre rémunérations du travail et profits spécifiques à chaque société.

4) Les grandes régions peuvent être aussi bien des vecteurs de la mondialisation néo-libérale, comme dans l'Union Européenne, que des contre-tendances et des lieux de résistance, comme le montre les évolutions du Mercosur et la mise en échec de l'ALCA. De ce point de vue, les forums sociaux continentaux ont des enjeux considérables.

5) La démocratie mondiale est une perspective de réponse à la mondialisation néo-libérale. Dans la situation actuelle, les mobilisations prioritaires portées par le mouvement altermondialiste sont : l'annulation de la dette, la remise en cause fondamentale de l'OMC, la suppression des paradis fiscaux, la taxation internationale et tout particulièrement celle du capital financier (transferts de capitaux, profits des firmes transnationales, écotaxes...), une réforme radicale des institutions financières internationales (avec notamment le principe un pays, une voix), la réforme des Nations unies dans le respect des droits des peuples et le refus de la guerre préventive.

Il serait donc nécessaire de : se doter d'un Observatoire de la Démocratie, qui soit en mesure de résister à l'hégémonie des pays dominants, au premier rang desquels les États-Unis, et à leur discours fallacieux sur la démocratie ; encourager le contrôle citoyen ; promouvoir les formes démocratiques inventées et mises en œuvre par les mouvements sociaux et citoyens.

8. POUR L'ERADICATION DE TOUTES LES FORMES D'OPPRESSION, D'EXPLOITATION ET D'ALIENATION DES FEMMES

Les formes du patriarcat sont multiples, comme ses liens avec l'impérialisme et le néo-libéralisme. Il est important et nécessaire d'en analyser l'impact sur les femmes. Le concept de patriarcat se réfère à la domination du père/patriarce et a servi à décrire un modèle familial dominé par les hommes ayant autorité sur tous les autres membres de la famille. Le modèle n'est certes pas universel, nombre de sociétés africaines ayant été matrilineaires ou à régime dualiste, avec des lignages paternels et utérins qui ont leurs rôles pour l'individu. Ce système patriarcal s'est étendu avec l'essor des religions abrahamiques et des idéologies et législations coloniales. Aujourd'hui, le patriarcat désigne surtout la domination masculine, l'inégalité entre les sexes au détriment des femmes et leurs multiples formes de subordination. La famille qui socialise l'enfant reste le lieu premier de la « domestication » des filles et des femmes. Cette hiérarchisation des sexes est d'autant plus marquée qu'elle est soutenue par des normes culturelles et des valeurs religieuses menant à l'appropriation des capacités productives et reproductives des femmes. L'État renforce ce pouvoir patriarcal avec ses politiques et ses codes de la famille. Des discriminations persistent dans les relations au sein de la sphère familiale, dans l'éducation, dans l'accès aux ressources naturelles, matérielles et financières, à l'emploi, dans la participation au pouvoir politique, etc. Malgré une avancée sensible des droits des femmes, la domination masculine s'inscrit encore durablement avec la « masculinisation » des institutions que reproduisent les organisations néo-libérales.

L'analyse des rapports entre patriarcat et impérialisme et le bilan, mitigé, des luttes des femmes contre ces systèmes amène à proposer plusieurs actions :

1. Rompre avec la marginalisation de la question des femmes, qui aboutit à un apartheid politique et scientifique. La question du genre étant transversale, elle doit être prise en compte dans toutes les recommandations.

2. Poursuivre le lobbying des organisations de la société civile et de la classe politique, de façon à renforcer l'alliance entre organisations féministes et forces progressistes et inscrire dans leur agenda le plaidoyer en faveur des femmes, comprenant :

- la lutte contre l'image de leur position d'infériorité dans les discours sociaux, politiques, culturels et religieux de la société globale ;
- le développement de l'éducation et de la formation des femmes afin de briser l'internalisation de cette position d'infériorité ;
- la diffusion d'une meilleure conscience de leurs rôles actifs dans la société ;
- l'incitation des hommes à s'interroger sur cette domination masculine pour en déconstruire les mécanismes ;
- le renforcement des dispositions juridiques pour une égalité effective entre les sexes ;
- l'accroissement de leur représentation dans les institutions (parité).

3. Rendre visible l'histoire des femmes, leurs actions individuelles et collectives, notamment :

- le projet d'attribution du prix Nobel de la Paix 2005 à *Mille femmes* institution mise sur pied par des associations de Hong Kong ;
- la campagne de *Women say no to war* contre la guerre en Irak ;
- diverses campagnes sur des sujets d'actualité ou des projets de société.

4. Promouvoir le droit fondamental des femmes à disposer de leur corps physique et mental, à contrôler elles-mêmes les décisions relatives à leur choix de vie : éducation, emploi, activités diverses, mais aussi sexualité et fécondité (droit à la contraception, choix de la fécondité, droit d'avortement...) —le corps des femmes étant le site d'oppressions et de violences de toutes natures.

5. Soutenir la réflexion théorique, à partir des expériences féminines, pour aller à l'encontre de la domination masculine, et renforcer les perspectives des femmes sur diverses questions affectant la société afin d'ouvrir de nouveaux horizons pour la recherche et l'action, en matières notamment de population, dans le prolongement de la Conférence du Caire sur la population (1994), ou d'environnement, à la suite du Sommet de la terre à Rio de Janeiro (1992), au cours duquel les femmes ont exigé le droit de vivre dans un environnement sain.

6. Développer les bases de données et un portail internet sur les rapports entre les femmes et l'impérialisme et le néo-libéralisme.

9. POUR LA GESTION DEMOCRATIQUE DES MEDIAS ET DE LA DIVERSITE CULTURELLE

1- Pour le droit à l'éducation :

En amont du droit à la culture, du droit à l'information et du droit d'informer, se pose le problème fondamental du droit à l'éducation. Ce droit, s'il est officiellement reconnu partout, reste sans effectivité dans de nombreux pays, et tout particulièrement pour les filles. C'est donc une tâche prioritaire pour tous les mouvements sociaux que de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils remplissent leurs obligations les plus élémentaires dans ce domaine.

2- Pour le droit à l'information et le droit d'informer :

— Initiatives en direction des grands médias

Le droit à l'information et le droit d'informer entrent en contradiction avec la logique générale du système médiatique. Par sa concentration croissante à l'échelle mondiale, il est en effet non seulement partie prenante directe, et bénéficiaire des mécanismes de la mondialisation néo-libérale, mais également vecteur de son idéologie. Il faut donc lutter pied à pied pour mettre des grains de sable dans cette entreprise de « formatage » des esprits, qui prétend faire accepter comme inévitable et même souhaitable l'ordre néo-libéral. A cette fin, des campagnes doivent être lancées dans chaque pays, dans le cadre d'une coordination internationale :

- pour des initiatives législatives visant à lutter contre la concentration des médias ;
- pour des initiatives législatives visant à garantir l'autonomie des rédactions par rapport aux actionnaires et propriétaires, en encourageant, là où elles n'existent pas, la création de sociétés de journalistes, et en leur donnant des pouvoirs réels ;
- pour l'éducation à la critique des médias dans le système scolaire et dans les organisations populaires.

— Favoriser les médias alternatifs

Les médias alternatifs et à but non lucratif, sous toutes leurs formes (papier, radio, télévision, internet), jouent déjà un rôle important pour une information pluraliste et non soumise aux diktats de la finance et des multinationales. C'est pourquoi il faut exiger des gouvernements que ces médias bénéficient de conditions réglementaires et fiscales privilégiées. Un Observatoire des Médias alternatifs pourrait identifier les législations les plus avancées existant actuellement dans le monde. A l'instar de ce que font les propriétaires et directeurs des grands médias, il serait utile d'organiser chaque année une rencontre des responsables des médias alternatifs du monde entier, éventuellement dans le cadre du processus des Forums sociaux mondiaux.

— Ne pas laisser le monopole des images du monde aux télévisions du Nord

Les grandes chaînes de télévision internationale du Nord, comme CNN, ont longtemps bénéficié d'un monopole de fait et donné une vision du monde correspondant aux intérêts des puissances dominantes. Dans le monde arabe, la création d'*Al-Jazeera* a permis, avec un grand professionnalisme, de rompre avec la vision unilatérale des conflits du Proche-Orient. Le récent lancement de *Telesur* permet à l'Amérique latine de ne plus se voir seulement à travers le prisme des médias nord-américains. La création d'une chaîne africaine répond à un besoin identique, et tous les efforts doivent être déployés pour qu'elle voie le jour.

3- Pour le droit de s'exprimer dans sa langue :

Pour toutes les élites *off-shore* de la planète, l'usage de l'anglais est le premier des signes de reconnaissance. Il existe un lien logique entre la soumission volontaire ou résignée à l'hyperpuissance états-unienne et l'adoption de sa langue comme unique outil de communication internationale. Or le chinois, les langues romanes –si l'on promeut l'intercompréhension au sein de la grande famille qu'elles forment– et demain l'arabe ont tout autant vocation à jouer parallèlement ce rôle. C'est affaire de volonté politique. Pour lutter contre le « tout-anglais », les mesures suivantes devraient être encouragées :

- Se donner comme objectif, dans les systèmes éducatifs, et quand les conditions le permettent, d'enseigner deux langues étrangères (et pas seulement l'anglais) pour des compétences actives et passives (comprendre, parler, lire, écrire) et une ou deux autres langues pour des compétences passives (lire et comprendre oralement).
- Mettre en pratique, dans les systèmes éducatifs, les méthodes d'intercompréhension des langues romanes (espagnol, catalan, français, italien, portugais, roumain qui sont langues officielles dans 60 pays). C'est quand chacun parle sa langue et comprend celle de son interlocuteur que la communication est la plus efficace.
- Dans le cas spécifique de l'Afrique, faire de l'enseignement et de la promotion des langues nationales une priorité politique de l'Union africaine

Créer un fonds international de soutien à la traduction du maximum de documents dans les langues des pays à faibles ressources, en particulier pour qu'elles soient présentes sur internet.

10. POUR LA DEMOCRATISATION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET L'institutionnalisation d'un ordre international multipolaire

Les Nations unies constituent une institution des peuples, qui représente à ce titre un acquis. Mais il s'agit aussi d'un lieu de rapport de forces entre États, dont l'impact peut s'avérer ambivalent, voire négatif, dans le cas de certains peuples ou en certaines circonstances. Des transformations sont donc nécessaires, dans la mesure où l'hégémonie des pays les plus puissants a pour effet l'instrumentalisation à leur profit de l'ONU. Il est par conséquent proposé les initiatives suivantes :

1. Démocratiser l'espace que signifie les Nations unies ;
2. Initier les « réformes » de l'institution de l'ONU dans le but de limiter les inégalités de rapports de forces entre États ;
3. Agir sur les gouvernements qui constituent l'ONU, et pour cela, constituer dans chaque pays un Observatoire qui permette une transparence de l'action des gouvernements au sein des Nations unies, des organismes spécialisés et des instances créées à Bretton Woods (FMI, Banque mondiale, OMC) ;

4. Refinancer les organisations spécialisées telles que la FAO ou l'OMS, pour éviter leur dépendance vis-à-vis d'entreprises transnationales ;
5. Assurer une présence étendue et effective des mouvements sociaux et des organisations non gouvernementales au sein des institutions internationales ;
6. Promouvoir des Cours internationales de Justice, notamment concernant les crimes économiques, en évitant qu'elles soient instrumentalisées par les puissances dominantes, et, dans le même temps, constituer des tribunaux d'opinion afin de promouvoir des manières alternatives d'établir la justice ;
7. Pour démocratiser les Nations unies, accroître le pouvoir de l'Assemblée générale et démocratiser le Conseil de Sécurité afin de briser les monopoles (droit de veto, puissances atomiques) ;
8. Promouvoir une Organisation des Nations unies qui permette une régionalisation dotée de réels pouvoirs sur les différents continents. Il est en particulier proposé de promouvoir un Forum social du Moyen Orient, rassemblant les forces progressistes des pays de la région pour rechercher des solutions alternatives au projet états-unien de « Grand Moyen Orient ».
9. Promouvoir à l'intérieur de l'ONU le respect de la souveraineté des nations, tout spécialement face aux actions entreprises par le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.
10. Promouvoir une Assemblée mondiale des peuples pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté.

www.grila.org

Azzam Mahjub, ed, Adjustment or Delinking, the African Experience, Third World Forum, UNU, Zed Books, London, 1990 et dans l'abondante bibliographie de Samir Amin, entre autres la Déconnexion; Les défis de la mondialisation, L'harmattan, 1996 etc

Termes merveilleux que j'emprunte à Jean Ziegler

Comme la présence de tabac dans la momie de Ramses II, denrée exclusivement américaine à cette époque.

Van Sertima Ivan, They Came Before Columbus, Random House, New York, 1976

<http://www.johntoddjr.com/86/Yanga/yanga01.htm>

Voir ma synthèse à l'occasion du cinquantenaire de Bandoeng, <http://www.azizfall.com>

Ernesto Ché Guevara, Message à la Tricontinentale (C'est l'heure des brasiers , et il ne faut voir que la lumière –José Martí). Le Ché on ne le soulignera pas assez est solidaire des luttes au Congo et ouvre la voie aux cubains qui plus tard aideront à la libération de l'Angola.

Il faut dans cette veine mentionner durant cette période la militarisation et la déstabilisation des expériences populaires par coups d'Etat au Brésil 1964; Bolivie 1971, Uruguay 1972; Chili 1973, Argentine 1976; Pérou 1993 et par divers autres moyens en Afrique, voir la liste exhaustive dans Yves Benot, Les indépendances Africaines, Maspéro, 1972

Ash Narain Roy, Shangai Cooperation Organisation- Towards New Dynamism, 18 September 2007

Susanna Sandström, James Davies, Edward Wolff, La répartition mondiale du patrimoine des ménages, UNU-Wider, 2006

Titre de notre ouvrage à paraître : Le suprainpérialisme du mégaloensemble

Hobsbawn, voire Wallerstein pour d'autres raisons..

Une étude de la commission économique pour l'Amérique Latine de l'ONU illustre en 2002 que plus de 69,2 milliards en intérêts et profits ont été payés aux Etats-Unis.

Dont j'ai fait la critique dans la première semaine de sa sortie, cf www.grila.org

Rebonds , L'Europe favorise la faim en Afrique , Jean Ziegler rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation.

QUOTIDIEN : mardi 16 octobre 2007 <http://www.liberation.fr/rebonds/285046.FR.php>

Voir les analyses que nous avons consacré il y a plus de 10 ans à l'initiative African crisis response force et nos propres proposition d'Africa Pax, dans www.grila.org

Anne Cécile Robert, L'Afrique au secours de l'occident, Éditions de l'Atelier, Paris, 2004, p23

Jooneed Khan, Bush appelle les cubains à se soulever, La Presse , Montréal, 25 Octobre 2007

Il y a un visiblement un retour du racisme, voire même aux relents scientifiques comme les récents propos du prix Nobel Watson. J'ai ailleurs consacré une synthèse sur ce retour de l'eugénisme scientifique, cf www.azizfall.com

Pablo Neruda, Mémorial de l'île noire